



PACTE CIVIQUE mardi 21 Février 2017

FORUM 104 à PARIS

REPONDRE AUX DEFIS DEMOCRATIQUES, COMMENT ?

Autour de son ouvrage « Relever le défi démocratique », le Pacte civique débat avec les représentants de quatre candidats à la présidentielle 2017

Bénédicte Fumey fait une rapide présentation du livre Relever le défi démocratique face à un monde en mutation, en insistant sur le fait qu'il est pour partie le résultat d'un processus de co-création à partir d'une plateforme de textes qui a permis l'expression d'une grande richesse d'avis. C'est vers ce type de processus participatif qu'il faut se tourner désormais pour faire émerger une nouvelle culture démocratique. Puis elle annonce les trois temps du déroulement de la soirée : Présentation des propositions par les trois auteurs, Jean-Claude Devèze, Jean-Baptiste de Foucauld, Pierre Guillaume ; interrogation des représentants des candidats à la Présidentielle - Jacques Boutault pour Yannick Jadot, Jean-Paul Delevoye pour Emmanuel Macron, Isabelle Le Callennec pour François Fillon et Philippe Mazuel pour Charlotte Marchandise¹ ; 3^{ème} temps : questions/réponses, débat avec la salle. Une séance de signature de l'ouvrage clôturera la soirée. Elle insiste, enfin, sur le timing très serré des différentes interventions.

Propositions du Pacte civique présentées par les trois auteurs

Jean-Baptiste de Foucauld, compte tenu du temps qui lui est imparti, centre son intervention sur la fraternité, thème essentiel du Pacte civique pour se rassembler. Avec la disparition de l'espérance liée au progrès économique et social qui a très longtemps servi de foi commune, avec la disparition des grandes idéologies portées par les Eglises et le Parti communiste, un besoin de valeurs capables de nous rassembler se fait jour ; la fraternité, troisième élément du triptyque républicain est la valeur la mieux à même de jouer ce rôle. Longtemps la solidarité a permis de la nourrir concrètement en construisant les mécanismes de redistribution sociale. Face à la montée des individualismes qui poussent au repli sur ses propres intérêts et à un système mécanique de prestations souvent bureaucratique qui évacue l'humain dans les relations, ces réponses ne suffisent plus. A côté de la Liberté et de l'Égalité qui ont donné lieu à tout un appareil juridique déclinant nos droits, la Fraternité est une valeur qui nous oblige ; elle est le moteur d'une transformation individuelle et politique. Par delà l'appartenance à un clan, une nation, c'est une valeur qui doit être universelle au sein de justes frontières. Nous l'avions proposée au Président de la République au lendemain des attentats de 2015 et de la manifestation du 11 janvier pour construire, au-delà du moment

¹ Les autres candidats n'ont pas répondu à l'invitation

d'émotion partagée, un nouveau pacte républicain. Les réponses ont été partielles – service civique, réserve citoyenne – il n'y a pas eu de projet global.

Sa question aujourd'hui aux candidats à l'élection présidentielle : êtes-vous d'accord pour ouvrir ce chantier, pour mettre l'humain au cœur des préoccupations, en commençant par l'humanisation des services publics ?

Jean-Claude Devèze poursuit sur ce qui a constitué le cœur de l'ouvrage et généré son titre *Réussir notre mutation démocratique* ; ce sujet est peu ou mal abordé dans la campagne présidentielle.

Notre réflexion est partie des faiblesses de notre système démocratique, de son impuissance face au chômage et aux fractures sociales, des limites du réformisme par le haut, de la dégradation des réseaux de proximité (voir le très beau livre de Bouchera Azzouz, *Fille de daronne et fière de l'être* chez Plon), du flottement dans l'élaboration de nos repères culturels. Alors que les citoyens sont de mieux en mieux formés, qu'ils disposent de nombreux accès à l'information, notre système démocratique est de moins en moins capable de faire émerger des solutions satisfaisantes aux enjeux de société qui se multiplient (migrations, banlieues, services publics) ou n'en a pas le courage. Cela nous a conduits à mettre la délibération au cœur des processus démocratiques nécessaires pour affronter ces mutations en impliquant les citoyens. Deux outils aident à y parvenir : l'éthique du débat au cœur des impératifs du Pacte civique oblige à se mettre en question ; la méthode de construction des accords et des désaccords féconds permet, pour sa part, de cerner les points de convergence et de divergence et de rechercher le compromis.

Mettre la délibération des citoyens au centre du système démocratique conduit à changer le système, à passer de la démocratie par le haut à la démocratie interactive ; d'une délégation du pouvoir aux élus à des interactions constructives élus-citoyens ; d'une compétition pour conquérir le pouvoir et s'y maintenir à une coopération pour promouvoir le bien commun ; d'une démocratie occasionnelle (électorale) à une démocratie continue d'exercice.

Pour favoriser l'expression de tous et notamment de ceux qui ne s'expriment pas, il faut passer d'un techno pouvoir à un pouvoir créatif, sobre, juste, partagé entre élus et citoyens.

Il termine par trois injonctions : devenons une société de délibération en recherche de nouveaux équilibres (et d'abord dans l'exercice du pouvoir) ; devenons une société éducative ou *éduquants* et *s'éduquants* sont capables de coopérer et de trouver ensemble des solutions à leurs problèmes communs ; devenons une société qui promeut la qualité démocratique en s'appuyant sur les expérimentations, les observations, les contrôles, les évaluations de cette qualité.

Pierre Guilhaume se propose de centrer son propos sur l'art de gouverner d'une part, la réforme souhaitable des institutions de l'autre.

. L'art de gouverner suppose un autre rapport avec les citoyens que celui de l'élus qui se rend dans sa circonscription le week end pour rencontrer, de manière informelle et individuelle, des électeurs. Il suppose une autre manière d'informer les citoyens : mise en perspective des actions gouvernementales dans un projet global, explicitation des contraintes, indication claire de ce qui est possible et de ce qui ne l'est pas. Il suppose une autre façon de conduire les réformes : s'appuyer sur une phase préalable de recueil d'un ensemble de données partageables par tous pour que puisse s'ouvrir la phase de négociations et la recherche du bon compromis. Il suppose enfin de se donner le temps nécessaire à tout processus démocratique travaillant sur des problèmes complexes pour parvenir au consentement des parties intéressées.

. La réforme des institutions nécessaire pour mettre en place les modalités de la nouvelle démocratie telle qu'elle a été présentée par JC Devèze, soulève un certain nombre de questions.

- Autour de ses principaux objectifs : dé-professionnaliser la fonction politique afin qu'elle représente plus fidèlement la société réelle en ne réglementant pas seulement le nombre des mandats exercés en même temps, mais aussi en les limitant dans le temps et en s'efforçant, par un statut de l'élu adapté, d'amener un maximum de citoyens à exercer un mandat. Rééquilibrer l'Exécutif et le Législatif dans un régime moins « monarchique » avec plus de pouvoirs donnés au Parlement. Redéfinir le rôle des différentes assemblées et notamment celui du Sénat et celui du CESE (Conseil économique, social et environnemental) avec l'idée d'établir une quatrième Chambre qui fasse leur place à des citoyens tirés au sort. Renforcer les pouvoirs de contrôle notamment d'organes comme la Cour des Comptes dont les recommandations pourraient revêtir un caractère plus contraignant mais aussi introduire la possibilité de contrôles citoyens. Instituer une véritable initiative citoyenne au-delà de celle prévue à l'article 11 de la Constitution qui se résume en fait à une initiative parlementaire, ~~mais plus~~ dans l'esprit de l'ICE (Initiative citoyenne européenne) sur les problèmes qu'ils jugent importants.
- Autour des modalités : Quand faut-il procéder à cette réforme ? Certainement pas dans la précipitation mais dans le cours du prochain quinquennat, assurément. Par quelles voies : une réécriture de la Constitution ou des réformes progressives ? Nous ne sommes pas en mesure de répondre à cette question aujourd'hui mais nous posons deux principes : ne pas confondre urgence et importance ; asseoir cette réforme sur des bases solides débattues et délibérées par exemple à travers la tenue d'Etats généraux de la démocratie au cours desquels chacun aurait le temps de s'exprimer.

Réponses des quatre représentants des candidats à l'élection présidentielle.

Isabelle Le Callennec, député d'Ille-et-Vilaine, Secrétaire de la Commission des affaires sociales et représentante de François Fillon se félicite de participer à un échange de nature à élever le débat, qu'elle juge important de resituer dans son contexte. Elle se propose de répondre en respectant l'ordre des interventions.

A propos des valeurs qui doivent soutenir l'action politique, F. Fillon dans son périple sur tout le territoire a surtout entendu des appels à plus de liberté – de penser, d'agir, de se rassembler - . Il a aussi senti le besoin d'humanité dans l'action publique à mettre, en effet, au cœur des services publics, il en donne d'ailleurs de multiples exemples dans son livre « Faire ». Sur les vertus de la consultation, s'il y a le *vivre ensemble*, il y a aussi le *faire ensemble* et son projet a été bâti en associant les acteurs du changement.

Elle se retrouve personnellement dans la dimension spirituelle donnée à la valeur fraternité et partage l'idée que la fraternité peut nous rassembler dès lors qu'elle reste liée aux deux autres valeurs - la liberté et l'égalité - pour concilier compétitivité économique, cohésion sociale et défense de l'environnement.

A propos de la mutation démocratique, elle entend les nouvelles aspirations mais considère que le vote reste important et se dit très préoccupée par la montée de l'abstentionnisme et du vote aux extrêmes qui portent atteinte à la démocratie. Elle croit important de lutter contre ce désamour notamment auprès des jeunes générations. Elle a apprécié les méthodes prônées par le Pacte civique en matière d'éthique du débat et de désaccord fécond ; elle-même rejette les affrontements stériles et a été particulièrement satisfaite du vote à l'unanimité du projet *Territoires zéro chômeurs de longue durée*. Dans sa circonscription elle associe le plus possible les citoyens à son action.

Philippe Mazuel, président du Parti des citoyens européens, est le représentant de Charlotte Marchandise candidate de La *Primaire.org*. Il tient à saluer la profondeur du travail accompli par le

Pacte civique qui pousse à une conscience citoyenne plus forte, qui aiguillonne le sens des responsabilités et qui nous élève sur le plan moral.

Il présente rapidement la *Primaire.org* lancée il y a dix-huit mois pour renverser le processus de désignation des candidats en le confiant aux citoyens. Au terme de 9 mois de débat, 500 candidats se sont inscrits dont 216 ont présenté un programme (et parmi ceux-là 8 femmes et lui-même !). 16 d'entre eux ont réussi à rassembler le soutien de 500 citoyens, deux femmes sont arrivées parmi les cinq finalistes et c'est Charlotte Marchandise qui a été désignée par 32 000 votants au second tour, ce qui lui confère une certaine légitimité.

Il tient à dire son adhésion à la formule citée par Jean-Baptiste de Foucauld à propos des mécanismes d'aide sociale « pas de prestation sans relation » parce qu'il a eu maintes occasions lui-même d'en faire le constat aux Impôts, à l'URSSAF et ailleurs de la part d'agents de ces administrations comme de leurs usagers.

A propos de leur vision d'une démocratie rénovée qui doit, selon eux, concerner les trois niveaux – le local, le national, l'Europe – il partage beaucoup des propositions présentées par le Pacte civique et en ajoute d'autres : ramener le rôle du Président de la République à celui d'une autorité morale ; dé-professionnaliser la fonction politique et la rendre plus éthique ; fusionner un Sénat repensé sur le modèle de celui proposé par le général De Gaulle en 1969 avec le CESE en y joignant des citoyens tirés au sort et 10% de chercheurs/scientifiques ; expérimenter le « *jugement majoritaire* » pour élire nos représentants ; introduire le scrutin proportionnel pour les législatives ; instaurer une 4^{ème} chambre de citoyens tirés au sort. Il ajoute leur souhait de diversifier les médias et d'assurer leur indépendance.

Jean-Paul Delevoye, ex-président du Conseil économique, social et environnemental, représentant d'Emmanuel Macron et président de la commission des investitures du mouvement, prend la parole à son tour. Il le fait d'une façon assez solennelle en indiquant que nous sommes sur une planète où la démocratie recule sous l'effet combiné de la corruption, de l'écrasement des minorités, de la croissance en panne, où les grandes questions internationales du moment comme le sort de la Syrie sont portées, en l'absence des grandes démocraties, par des dictateurs – la Chine, la Turquie, la Russie –. Les quarante années qui ont suivi la guerre où nous avons cru avec insouciance que le progrès économique entraînerait le progrès social se sont brutalement interrompues dans les années 1985. L'idéologie libérale a été décrédibilisée par les excès de l'ultralibéralisme à l'origine du fort développement des inégalités et de l'écrasement des classes moyennes ; le keynésianisme auquel il a été sans cesse fait appel pour relancer la croissance n'a pas donné les résultats attendus, les citoyens se sont découragés et les politiques se sont réfugiés dans la conquête du pouvoir pour le pouvoir. Le sens de l'impôt et avec lui le sens de la solidarité ont disparu, nous sommes devenus une communauté d'intérêts concurrents pas une communauté de destin. Il est urgent de retrouver le sens de la responsabilité citoyenne en tant qu'acteurs et pas comme consommateurs de la République. Il poursuit sur l'Europe qui se disloque face aux Etats-Unis et à la Chine facteurs d'instabilité, à l'Afrique tantôt regardée comme un marché à conquérir, tantôt comme un facteur d'invasion potentiel. Alors que le populisme et la défiance minent la démocratie, l'exigence d'exemplarité est plus forte que jamais, nous sommes à un moment où les citoyens peuvent exiger la transparence de la part des hommes politiques.

Dans un monde qui se transforme à grande vitesse, il n'est pas absurde de poser la question de la pérennité des institutions, c'est d'ailleurs ce que lui-même a fait quand il a pris la présidence du CESE auquel il a donné pour mission de mandature d'avoir à prouver son utilité. Il faut retrouver le sens des responsabilités et de la confiance dans une société qui sera basée demain sur l'humain et la nature. Il faut valoriser l'humain dans son potentiel pas dans son échec, restaurer le politique,

renouveler la citoyenneté en répondant à un grand défi : réussir l'entrée dans la société de l'intelligence à un moment où le débat qui agite les esprits est la maîtrise des cerveaux à travers le « big data » et le développement du numérique.

Jacques Boutault, maire du 2^{ème} arrondissement de Paris, représentant de Yannick Jadot, souhaite développer en cinq points la question du renouvellement de la démocratie sur la base de la définition de Paul Ricoeur « *Est démocratique une société qui se reconnaît divisée, c'est-à-dire traversée par des contradictions ... et qui se fixe comme modalité d'associer à parts égales chaque citoyen* ».

Il fait le constat assez partagé d'une crise de la démocratie : si on ajoute à l'abstention, les votes blancs et nuls et les non inscrits, les candidats élus aux dernières élections l'ont été par une assez faible part de la population. Nous sommes, en outre, entrés dans *la société du spectacle* annoncée par Guy Debord, où des clowns issus de la télévision (en Italie, aux Etats-Unis) arrivent aux plus hautes responsabilités grâce au pouvoir d'acheter du « *temps de cerveau disponible* ». Mais des ferments d'espoir existent aussi si on se réfère au nombre toujours plus grand de bénévoles, au foisonnement de réseaux sociaux qui se réapproprient le politique. Sur la base de ce constat contrasté et de la définition de Paul Ricoeur, il indique les quatre propositions auxquels les politiques doivent se rallier :

- Partager le pouvoir en rendant les institutions réellement démocratiques, à l'école, dans les lycées, les services publics - l'Etat n'est pas seul concerné, les personnels et les usagers le sont aussi - et rendre la démocratie accessible à tous, aux femmes dans une parité effective, aux étrangers pour leur donner les moyens d'agir sur leur destin.
- Fonder le pouvoir sur des processus délibératifs à travers les outils qui le permettent comme leurs *conférences de consensus* qui rejoignent les *conférences de citoyens* prônées par le Pacte civique constituées de citoyens tirés au sort et d'experts. La Mairie de Paris a utilisé ce processus au moment de la remunicipalisation de l'eau et la création des deux réseaux, potable et non-potable.
- Transférer une partie des moyens financiers - de leur affectation - aux citoyens à travers les budgets participatifs, les conseils de quartier ou en associant les citoyens aux délibérations du conseil d'arrondissement par la possibilité de transmettre un vœu dont les élus ont l'obligation de délibérer.
- Donner enfin les moyens concrets de cette participation citoyenne à travers la formation et cela demandera du temps.

Il conclut par la nécessité d'aller vers une VIème République avec une dose de représentation proportionnelle plus importante pour une démocratie plus parlementaire, avec une représentation plus effective des femmes et des différentes catégories socioprofessionnelles, avec un Sénat représentant des 13 Régions et un CESE qui soit une Chambre à part égale des deux autres.

Temps de question/réponses et d'échange.

D'abord entre les représentants des candidats.

Isabelle Le Callennec souhaite répondre à Jean-Paul Delevoye sur l'engagement des élus qui ne traduit pas leur seule volonté de se maintenir au pouvoir mais bien pour servir l'intérêt général sur la base du partage des mêmes valeurs. Par ailleurs, elle souligne la difficulté du responsable politique qui doit prendre les décisions. Il faut consulter en amont mais à un moment, et c'est toute la difficulté, il faut trancher et le faire en conscience. François Fillon a consulté toutes les catégories pour construire son programme mais, à la fin, il a bâti son projet dans une cohérence des propositions entre elles.

Jean-Paul Delevoye est plus préoccupé par les 30% de gens aujourd'hui qui, quoique l'on fasse, ne veulent plus participer. Il croit à la démocratie délibérative, c'est dès l'école qu'il faut apprendre aux enfants à débattre, qu'il faut leur apprendre la reconnaissance de l'autre. Il faut enseigner la pédagogie du débat.

Jacques Boutault regrette que Yannick Jadot ne puisse pas partager lui-même son expérience de député européen ! L'art du compromis est largement pratiqué à Bruxelles et les Français ne brillent pas dans cet exercice.

Le débat avec la salle commence par le recueil des questions :

- Jacques Zemor ne pense pas surprendre les intervenants qui le connaissent bien en les interrogeant sur la mutation parallèle nécessaire de la communication politique.
- Tania, 24 ans, a effectué l'an dernier un service civique très intéressant et pense que tous les jeunes devraient pouvoir bénéficier d'une telle opportunité.
- Odile Quintin fait le constat que la Droite défend plutôt la Liberté et la Gauche l'Egalité ; la Fraternité ne serait-elle pas la mesure qui rassemble ? Par ailleurs, elle aimerait connaître les positions des candidats sur les propositions que fait le Pacte civique sur l'Europe – politique extérieure commune, vraie politique migratoire, échange de jeunes et service civique, accroissement du budget européen.
- Une autre participante se demande si c'est à l'Etat/ aux hommes politiques d'ouvrir le chantier de la Fraternité, ne serait-ce pas plutôt aux citoyens de s'en emparer ?
- Eric Juillet du Pacte civique demande comment développer la démocratie européenne et la protéger de la multiplication des conflits d'intérêts et des scientifiques autoproclamés.
- Une participante regrette qu'on n'ait pas suffisamment parlé de l'enjeu écologique.
- Henri Ferragu du Pacte civique et de la Ligue des Droits de l'Homme trouve que les différents intervenants ne sont pas allés assez loin dans leurs propositions pour une autre démocratie. Si on veut que notre démocratie évolue d'une démocratie d'autorisation à s'exprimer à une démocratie de participation, il faut envisager une modification constitutionnelle qui ouvre le droit au citoyen de débattre avec l'obligation du Pouvoir de lui répondre.
- Patrice Levallois demande aux représentants des candidats quelle place ils réservent dans chacun de leur programme aux questions abordées ce soir comme la 4^{ème} chambre, la formation à la délibération.

J-P Delevoye souhaite concentrer ses réponses sur les processus démocratiques à encourager : la formation à la délibération, la place à faire dans les processus de décision au respect des minorités pour éviter les blocages type aéroport Notre-Dame des Landes, la nécessité de construire une décision petit à petit de plus en plus collectivement, l'obligation de donner des explications sur la légitimité et la représentativité d'une décision.

P. Mazuel, à propos de l'Europe, indique quelques pistes de réformes : donner au Parlement le droit d'initiative législative ; simplifier le processus des ICE ; réserver un certain nombre de sièges à des listes transnationales plus porteuses de l'intérêt général européen ; confier l'élection du Président de la commission au Parlement ; mieux prévenir les conflits d'intérêt (cas Barroso). Pour insuffler un nouveau souffle, Charlotte Marchandise veut lancer après les Législatives une grande consultation nationale pour aller « vers une République européenne » avec les Etats qui ont envie d'avancer.

Le projet de François Fillon pour l'Europe, indique I. Le Callennec, consiste à renforcer la gouvernance et l'euro-groupe, à développer une politique étrangère et une politique migratoire communes compte tenu de notre interdépendance. Il souhaite un vrai débat à l'Assemblée nationale avec vote sur ces questions. Il est pour le développement de l'échange de jeunes au-delà d'Erasmus.

J. Boutault représentant du député européen Y. Jadot, se retrouve dans beaucoup de ce qui a été dit. A propos du Parlement, il doit, en effet, avoir l'initiative des lois et élire le Président de la commission ? Il ne doit pas hésiter à prendre des mesures contre le dumping environnemental et social.

A propos de la communication politique, il plaide pour des médias réellement indépendants des intérêts financiers.

A propos de la fraternité, si les trois éléments de la devise républicaine sont intimement liés, il insiste sur le caractère impérativement universel de la valeur fraternité dans un monde fini où chacun partage un destin commun avec le devoir fondamental de préserver la planète.

A propos du service civique, il constate qu'il y a d'énormes besoins non pourvus en France qui rencontrent une vraie demande des jeunes de s'investir.

Après avoir remercié chacun, Jean-Baptiste de Foucauld conclut sur quatre remarques :

- Un accord assez général s'est dégagé pour ouvrir le chantier démocratique déjà entamé mais qui n'a pas passé le seuil critique d'une vraie mutation. Il y faut de nouveaux outils.
- L'idée d'expérimentation doit être une priorité (par exemple sur le « jugement majoritaire », sur une 4^{ème} Chambre de citoyens tirés au sort, sur des conférences de consensus]. La loi actuelle qui permet l'expérimentation est compliquée à mettre en œuvre : voir le démarrage de l'opération *Territoires zéro chômeurs longue durée* qui relève du monstre démocratique ! Il faut former l'administration pour qu'elle soit capable d'aider les politiques à construire les processus démocratiques. L'ENA n'y pourvoit pas actuellement.
- Sur la fraternité, si les politiques et l'Etat doivent s'en mêler, c'est dans un souci d'efficacité. Tant qu'on reste au niveau des citoyens, le chantier ne s'ouvre pas ; jusqu'à présent aucun leader politique ne s'est vraiment engagé. Dans l'évaluation des politiques, on pourrait imaginer un critère de qualité dont la fraternité pourrait être une mesure. On a d'autant plus à construire la fraternité à l'échelle de l'Europe que nous pratiquons à son encontre un incivisme permanent.
- Les politiques doivent expliquer les mesures aux citoyens. La pédagogie sur ces questions est particulièrement importante dans un monde ouvert où les questions sont complexes.

Et, ajoute Pierre Guilhaume, dans une situation rendue urgente par l'arrivée de Donald Trump et les réactions de la Chine, il ne suffit pas de dire ici que son candidat veut que l'Europe aille plus loin, il faut faire campagne sur ce thème pour respecter l'approche du Pacte civique !